

Depuis 8 semaines, l'urgence sanitaire est prétexte à la dérogation démocratique, à la décision autoritaire par le couple exécutif, relayé par ses exécutants médiatiques. Un jour il se réfère aux scientifiques, le lendemain par exigence d'ouverture des écoles, il les désavoue et ce n'est qu'un exemple.

Pour l'ouverture des écoles, ce sont les élus locaux, notamment les maires, qui devront assumer y compris pénalement devant leurs administrés, ces décisions prises dans un faisceau d'incohérences, de dissimulations, de contradictions.

ELLES NE PEUVENT QUE SUSCITER MEFIANCE ET REJET !

A tous les niveaux de décision, le débat démocratique est absent. Si le traitement dans l'urgence politique est compréhensible, le citoyen reste questionnable.

Les parents d'élèves l'ont fait dans une lettre ouverte datée du 04 mai, dans sa réponse du 05 mai, M le Maire n'y fait pas référence.....

Le télétravail reste encouragé produisant des inégalités entre salariés, de nombreux aulnaysiens seront contraints de se plier aux exigences de leur employeur.

A l'inquiétude de reprendre le travail par obligation financière et sans garantie sanitaire s'ajoute, la crainte légitime des parents pour leurs enfants.

Il est impossible de « confiner » les parents d'élèves au simple rôle de destinataires et exécutants des consignes gouvernementales puis locales. Ce n'est pas la bonne façon de faire. **En matière de sécurité sanitaire en particulier, il faut la participation des citoyens à l'élaboration de la sortie de crise, la demande doit être entendue par les élus.**

Les parents d'élèves, doivent être sollicités et participer à l'élaboration du plan d'ouverture des écoles. C'est la clef de la réussite pour une gestion efficace du risque.

Nous ne sommes pas de simples récepteurs de politiques, de consignes ou de mesures à respecter. Cette attitude du politique à réagir « vite et seul » répond à l'impératif de relancer l'activité économique. Tout doit être mis en place

pour préserver les citoyens, avec leur concours et celui des assemblées élues. Ce virus Covid-19, sa propagation, les mesures qu'il entraîne montrent combien l'emboîtement entre le jour d'après et aujourd'hui, est au cœur même du défi qui nous est posé. **Aujourd'hui, tout se passe comme si une société informée et collaborative n'était pas**

un point de force pour faire face à une crise majeure.

« Plus une décision est élaborée avec les singularités de chacun, mieux elle s'inscrit dans les esprits de celles et ceux qui sont appelés à la mettre en œuvre et à la respecter ».

Ne laissons pas s'installer de « supposées légitimités » scientifiques et politiques ; c'est un très grand risque pour la démocratie et pour les

libertés. La société a le droit de savoir quelle science conseille le décideur.

Les citoyens sont régulièrement interpellés, quelques fois désignés coupables de la propagation du virus et toujours responsabilisés (port du masque/non port de masque), alors que leur droit à disposer de données claires, transparentes, facilement accessibles n'est pas reconnu, ni considéré comme une stratégie efficace pour les rendre plus conscients et collaboratifs : l'infantilisation n'est pas une pédagogie.

La seule chose qui est demandée c'est de faire confiance aux « autorités », de croire ce qui est dit.

Exclure la société de toute forme d'éclairage de la décision n'est pas une façon de gérer .

L'ESPACE DE DIALOGUE DE NOTRE SOCIETE NE POURRA JAMAIS SE LIMITER A LA TRANSMISSION UNILATERALE DE CONSIGNES, D'ORDRES, DE COMMUNICATIONS SOLENNELLES.

Depuis 51 jours, nous produisons de nouvelles socialités, de nouvelles réponses, de nouveaux gestes et pratiques afin de mieux nous protéger et de mieux protéger les autres. Le Covid-19, remet en discussion, habitudes, pratiques spatiales et sociales, acquis démocratiques, styles de consommation. Reste une grande question, celle de remettre en discussion la manière de débattre et décider de ce qu'il convient de faire dans l'urgence, de qu'il faut changer dans l'organisation de la production, de la distribution et de la gestion de services publics accessibles à toutes et tous.

NOUS SOMMES EN « ZONE ROUGE », le virus circule-la capacité de dépistage est faible-le nombre de lits hospitaliers est insuffisant en réanimation -rien de surprenant après 30 ans d'austérité pour les services publics, particulièrement en Seine St Denis-

NOUS CONSIDERONS QU'IL EST URGENT D'ATTENDRE, A MINIMA, QUE NOTRE DEPARTEMENT PASSE EN « ZONE VERTE » POUR SE POSER LA QUESTION DE L'OUVERTURE DES ECOLES.